

F. 87 — 2226

**15 OCTOBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon déterminant pour l'année 1987 les modalités d'application de l'article 12 de l'arrêté de l'Exécutif du 30 mars 1983 fixant les règles de répartition de la part du Fonds des Communes revenant aux communes de la Région wallonne, pour les années 1983 à 1988**

L'Exécutif régional wallon,

- Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1er, VIII, 2<sup>o</sup>;  
 Vu la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976, notamment l'article 78;  
 Vu l'arrêté royal du 16 décembre 1976 instituant un Fonds des communes;  
 Vu l'arrêté de l'Exécutif du 30 mars 1983 fixant les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région wallonne, pour les années 1983 à 1988;  
 Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon, modifié le 23 décembre 1985;  
 Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, Membres de l'Exécutif;  
 Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif régional wallon, modifié le 23 décembre 1985;  
 Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;  
 Considérant que, eu égard à la situation financière des communes, il s'indique de fixer sans retard les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région wallonne;  
 Vu l'urgence;  
 Sur la proposition du Ministre pour le Logement et la Tutelle,

Arrête :

**Article 1er.** Le Fonds d'aide exceptionnelle prévu à l'article 12 de l'arrêté de l'Exécutif du 30 mars 1983 fixant les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région wallonne, pour les années 1983 à 1988, est réparti, pour l'année 1987, conformément aux dispositions du présent arrêté, entre les communes classées en première catégorie par l'arrêté de l'Exécutif du 30 mars 1983 et celles des communes classées par le même arrêté en deuxième catégorie et troisième catégorie qui ont établi, sauf pour la tranche prévue à l'article 5 du présent arrêté, pour l'année 1987 :

- au moins 1 700 et au plus 2 850 centimes additionnels au précompte immobilier;
- la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques à un taux qui n'est pas inférieur à 6 p.c. ni supérieur à 8 p.c.

**Art. 2.** Du montant total attribué au Fonds d'aide exceptionnelle en application de l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif du 30 mars 1983, 3 p.c. sont attribués à la ville de Namur pour lui permettre de faire face aux charges découlant de la localisation sur son territoire du Conseil régional wallon et d'autres institutions et services administratifs régionaux.

**Art. 3.** Après le prélèvement prévu à l'article précédent, une somme de F 10 000 000 sera mise à la disposition de l'Exécutif régional wallon, pour alimenter la réserve constituée en vue d'accorder des aides de première urgence aux communes victimes de calamités.

Cette somme sera déposée auprès de la S.A. « Crédit Communal de Belgique » sur un compte spécial ouvert à l'Exécutif régional wallon.

**Art. 4.** Après les prélèvements prévus aux articles 2 et 3, le solde du Fonds d'aide exceptionnelle est divisé en trois tranches désignées ci-après, « première tranche », « deuxième tranche » et « troisième tranche ».

**Art. 5.** La première tranche, égale à 28,125 p.c. du solde du Fonds visé à l'article 4 est répartie :

- a) à concurrence de deux tiers entre les communes centres d'un service régional d'incendie de la classe Y;
- b) à concurrence d'un tiers entre les communes centres d'un service régional d'incendie de la classe Z,

au prorata de la population des communes qui composent ces groupes à la date du 1er janvier 1986.

**Art. 6. § 1er.** La deuxième tranche, égale à 25 p.c. du solde du Fonds visé à l'article 4, est scindée en deux parties :

1. il est attribué aux communes dont l'intervention dans le déficit des hôpitaux constatée au compte de 1985 dépasse 10 p.c. des recettes ordinaires propres à l'exercice, reprises au même compte, une somme égale à l'excédent de ladite intervention dans le déficit des hôpitaux par rapport aux 10 p.c. susvisés;

2. le solde de la tranche est attribué :

- a) aux communes dont le centre public d'aide sociale gère un ou plusieurs hôpitaux;
- b) aux communes membres d'une intercommunale qui gère un hôpital;
- c) aux communes dont les représentants constituent la majorité du conseil d'administration d'un établissement d'utilité publique qui gère un hôpital;
- d) aux communes dont le centre public d'aide sociale est membre d'une association créée en application de l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres d'aide sociale, afin de gérer un ou plusieurs hôpitaux.

§ 2. Le montant du solde de la tranche est réparti entre les hôpitaux gérés par les organismes précités au prorata du nombre de journées d'hospitalisation enregistrées pendant l'année 1985.

La part revenant à chaque hôpital est attribuée :

- a) à la commune dont le centre public d'aide sociale gère l'hôpital;
- b) aux communes membres de l'intercommunale qui gère l'hôpital au prorata du total des parts sociales libérées des communes et des centres publics d'aide sociale;
- c) aux communes représentées au conseil d'administration de l'établissement d'utilité publique qui gère l'hôpital, au prorata des chiffres de la population de droit, par commune, à la date du 1er janvier 1986;
- d) aux communes dont le centre public d'aide sociale est membre d'une association créée en application de l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres d'aide sociale, afin de gérer un ou plusieurs hôpitaux au prorata des chiffres de la population de droit, par commune, à la date du 1er janvier 1986.

Pour l'application du b, du c et du d, de l'alinéa précédent, les parts inférieures à 200 000 F ne sont pas attribuées et sont réparties entre les autres communes bénéficiaires de la répartition relative à l'hôpital considéré.

**Art. 7.** La troisième tranche, égale à 48,875 p.c. du solde du Fonds visé à l'article 4, est divisée en deux parties :

1<sup>o</sup> la première partie est attribuée aux communes de première catégorie, qui reçoivent une somme égale à la quote-part reçue dans cette tranche l'année précédente;

2<sup>o</sup> la deuxième partie, constituant le solde de la tranche, est attribuée aux communes de deuxième catégorie et aux communes chefs-lieux d'arrondissement classées dans la troisième catégorie.

La répartition se fait :

a) à concurrence d'un tiers du solde de la tranche, à parts égales entre les communes considérées;

b) à concurrence de deux tiers du solde de la tranche, au prorata de la population des communes considérées à la date du 1er janvier 1986.

**Art. 8.** Le Ministre de la Région wallonne, pour le Logement et la Tutelle, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 octobre 1987.

Le Ministre-Président de la Région wallonne, chargé des Technologies nouvelles,  
des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de la Région wallonne pour le Logement et la Tutelle,

A. DALEM

#### ÜBERSETZUNG

D. 87 — 2226

**15. OKTOBER 1987.** — **Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Bestimmung für das Jahr 1987 der Modalitäten der Anwendung von Artikel 12 des Erlasses der Exekutive vom 30. März 1983 zur Festlegung der Regeln für die Verteilung des den Gemeinden der Wallonischen Region für die Jahre 1983 bis 1988 zustehenden Anteils am Gemeindefonds**

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 6, § 1, VIII, Punkt 2;

Aufgrund des Gesetzes vom 5. Januar 1976 über die Haushaltsvorschläge 1975-1976, insbesondere des Artikels 78;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 16. September 1976 zur Einführung eines Gemeindefonds;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 30. März 1983 zur Festlegung der Regeln für die Verteilung des den Gemeinden der Wallonischen Region für die Jahre 1983 bis 1988 zustehenden Anteils am Gemeindefonds;

Aufgrund des am 23. Dezember 1985 abgeänderten Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 23. Dezember 1985 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Exekutive;

Aufgrund des am 23. Dezember 1985 abgeänderten Erlasses der Exekutive vom 22. April 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980;

In der Erwägung, dass es angesichts der finanziellen Lage der Gemeinden angebracht ist, die Regeln für die Verteilung des den Gemeinden der Wallonischen Region zustehenden Anteils am Gemeindefonds unverzüglich festzulegen;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Auf Vorschlag des mit dem Wohnungswesen und der Aufsicht beauftragten Ministers,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Der in Artikel 12 des Erlasses der Exekutive vom 30. März 1983 zur Festlegung der Regeln für die Verteilung des den Gemeinden der Wallonischen Region für die Jahre 1983-1988 zustehenden Anteils am Gemeindefonds vorgesehene Fonds für aussergewöhnliche Hilfe wird für das Jahr 1987 gemäss den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses verteilt unter die Gemeinden, die durch den Erlass der Exekutive vom 30. März 1983 in die erste Kategorie eingestuft worden sind, und diejenigen der Gemeinden, die durch denselben Erlass in die zweite und dritte Kategorie eingestuft worden sind und ausser für den in Artikel 5 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Teilbetrag für das Jahr 1987 :

— mindestens 1 700 und höchstens 2 850 Zuschlagshundertstel zur Immobilienvorbelastung festgelegt haben;

— die Zuschlagsteuer zur Steuer auf die natürlichen Personen auf einen Prozentsatz, der weder unter 6 Pzt. noch über 8 Pzt. liegt, festgelegt haben.

**Art. 2.** Von dem dem Fonds für aussergewöhnliche Hilfe in Anwendung von Artikel 2 des Erlasses der Exekutive vom 30. März 1983 zugeteilten Gesamtbetrag werden der Stadt Namür 3 Pzt. gewährt, damit sie die Kosten decken kann, die sich aus der Niederlassung auf ihrem Gebiet des Wallonischen Regionalrates und anderer regionaler Einrichtungen und Verwaltungsdienste ergeben.

**Art. 3.** Nach Abzug des im vorangehenden Artikel vorgesehenen Betrags wird ein Betrag Höhe von BF 10 000 000 der Wallonischen Regionalexekutive zur Verfügung gestellt, um der Finanzierung der zur Leistung von Soforthilfe an die von Katastrophen betroffenen Gemeinden gebildeten Rücklage zu dienen. Dieser Betrag ist auf ein auf den Namen der Wallonischen Regionalexekutive eröffnetes Sonderkonto zu hinterlegen.

**Art. 4.** Nach Abzug der in den vorangehenden Artikeln 2 und 3 vorgesehenen Beträge wird der Restbetrag des Fonds für aussergewöhnliche Hilfe in drei Teilbeträge aufgeteilt, die nachstehend « erster Teilbetrag », « zweiter Teilbetrag » und « dritter Teilbetrag » genannt werden.

**Art. 5.** Von dem ersten Teilbetrag, der 28,125 Pzt. des in Artikel 4 erwähnten Restbetrags des Fonds entspricht, werden :

- a) zwei Drittel unter die Gemeinden, die Zentrum eines regionalen Feuerwehrdienstes der Klasse Y sind;
- b) und ein Drittel unter die Gemeinden, die Zentrum eines regionalen Feuerwehrdienstes der Klasse Z sind, verteilt, und zwar im Verhältnis zu der am 1. Januar 1986 vorhandenen Bevölkerung der Gemeinden, die diese Gruppen bildet.

**Art. 6. § 1.** Der zweite Teilbetrag, der 25 Pzt. des in Artikel 4 erwähnten Restbetrags des Fonds entspricht, wird in zwei zerteilt :

1. den Gemeinden, deren Rechnungslegung von 1985 eine Beteiligung am Defizit der Krankenhäuser aufweist, die 10 Pzt. der in derselben Rechnungslegung angegebenen ordentlichen Einnahmen für dieses Rechnungsjahr überschreitet, wird ein Betrag gewährt, der demjenigen der besagten Beteiligung am Defizit der Krankenhäuser entspricht, der die obenerwähnten 10 Pzt. übersteigt;

2. der Recht dieses Teilbetrags wird den Gemeinden gewährt :

- a) deren öffentliches Sozialhilfezentrum ein oder mehrere Krankenhäuser verwaltet;
- b) die Mitglieder einer Interkommunale sind, die ein Krankenhaus verwaltet;
- c) deren Vertreter die Mehrheit des Verwaltungsrats einer Einrichtung öffentlichen Nutzens, die ein Krankenhaus verwaltet, bilden;
- d) deren öffentliches Sozialhilfezentrum Mitglied einer Vereinigung ist, die in Anwendung des Artikels 118 des Grundgesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren geschaffen wurde, um ein oder mehrere Krankenhäuser zu verwalten.

§ 2. Das restliche Geld des Teilbetrages wird im Verhältnis zu der im Laufe des Jahres 1985 registrierten Anzahl der im Krankenhaus verbrachten Tage unter die von den vorerwähnten Organen verwalteten Krankenhäuser verteilt.

Der Anteil, der jedem Krankenhaus zusteht, wird :

- a) der Gemeinde gewährt, deren öffentliches Sozialhilfezentrum das Krankenhaus verwaltet;
- b) den Gemeinden gewährt, die Mitglieder einer Interkommunale sind, die das Krankenhaus verwaltet, und zwar im Verhältnis zu der Gesamtheit der eingezahlten Gesellschaftsanteile der Gemeinden und der öffentlichen Sozialhilfezentren;
- c) den Gemeinden gewährt, die im Verwaltungsrat der Einrichtung öffentlichen Nutzens vertreten sind, die das Krankenhaus verwaltet, und zwar im Verhältnis zur Wohnbevölkerung einer jeden Gemeinde am 1. Januar 1986;
- d) den Gemeinden gewährt, deren öffentliches Sozialhilfezentrum Mitglied einer Vereinigung ist, die in Anwendung des Artikels 118 des Grundgesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren geschaffen wurde, um ein oder mehrere Krankenhäuser zu verwalten, und zwar im Verhältnis zur Wohnbevölkerung einer jeden Gemeinde am 1. Januar 1986.

Was die Anwendung von b, c und d des vorangehenden Absatzes betrifft, so werden die Anteile, die unter BF 200 000 liegen, nicht vergeben; sie werden unter die andere Gemeinden verteilt, die Anspruch haben auf die Verteilung für das betreffende Krankenhaus.

**Art. 7.** Der dritte Teilbetrag, der 46,875 Pzt. des in Artikel 3 erwähnten Restbetrags des Fonds entspricht, wird in zwei Teile aufgeteilt :

1° der erste Teil wird den Gemeinden der ersten Kategorie gewährt; sie erhalten einen Betrag, der dem im vorangehenden Jahr in diesem Teilbetrag erhaltenen Anteil entspricht;

2° der zweite Teil, der den Restbetrag des Teilbetrags bildet, wird den Gemeinden der zweiten Kategorie gewährt, sowie den Gemeinden der dritten Kategorie, die Hauptort eines Bezirks sind.

Die Verteilung erfolgt folgendermassen :

ein Drittel des Restbetrags wird zu gleichen Teilen unter die betreffenden Gemeinden verteilt,  
zwei Drittel des Restbetrags des Teilbetrags werden im Verhältnis zu der am 1. Januar 1986 vorhandenen Bevölkerung der berücksichtigten Gemeinden verteilt.

**Art. 8.** Der mit dem Wohnungswesen und der Aufsicht beauftragte Minister der Wallonischen Region ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, am 15. Oktober 1987.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region, beauftragt mit den Neuen Technologien,  
den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Wallonischen Region, beauftragt mit dem Wohnungswesen und der Aufsicht,

A. DALEM

#### VERTALING

N. 87 — 2226

15 OKTOBER 1987. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot vaststelling voor het jaar 1987 van de modaliteiten voor de toepassing van artikel 12 van het besluit van de Executieve van 30 maart 1983 houdende vaststelling van de regelen voor de omslag van het gedeelte van het Gemeentefonds dat aan de gemeenten van het Waalse Gewest voor de jaren 1983 tot 1988 toekomt

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, VIII, 2°;

Gelet op de wet van 5 januari 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1975-1986, inzonderheid op artikel 78;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 december 1976 tot instelling van een Gemeentefonds;

Gelet op het besluit van de Executieve van 30 maart 1983 tot vaststelling van de regelen voor de omslag van het gedeelte van het Gemeentefonds dat aan de gemeenten van het Waalse Gewest voor de jaren 1983 tot 1988 toekomt;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve, gewijzigd op 23 december 1985;

Gelet op het besluit van de executieve van 23 december 1985 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, Leden van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 22 april 1982 houdende regeling van de ondertekening van de akten van de Waalse Gewestexecutieve, gewijzigd op 23 december 1985;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Overwegende dat het, wegens de financiële toestand van de gemeenten, geboden is onverwijld de regelen voor de omslag van het gedeelte van het Gemeentefonds dat aan de gemeenten van het Waalse gewest toekomt, vast te stellen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister belast met de Huisvesting en het Toezicht,

Besluit :

**Artikel 1.** Het Fonds voor bijzondere hulp, bedoeld in artikel 12 van het besluit van de Executieve van 30 maart 1983, houdende vaststelling voor de jaren 1983 tot 1988 van de regelen voor de omslag van het gedeelte van het Gemeentefonds dat aan de gemeenten van het Waalse Gewest toekomt, wordt voor het jaar 1987 overeenkomstig de bepalingen van dit besluit omgeslagen over de gemeenten ingedeeld in de eerste categorie door het besluit van de Executieve van 30 maart 1983 en door hetzelfde besluit in de tweede en de derde categorie ingedeelde gemeenten die, behoudens voor de in artikel 5 van dit besluit bedoelde tranche, voor het jaar 1987 :

- ten minste 1 700 en ten hoogste 2 850 opcentiemen op de onroerende voorheffing geheven hebben;
- de aanvullende belasting op de personenbelastingen tegen een rentevoet van niet minder dan 6 pct. en niet hoger dan 8 pct.

**Art. 2.** Van het totale bedrag dat aan het Fonds voor bijzondere hulp is toegekend bij toepassing van artikel 2 van het besluit van de Executieve van 30 maart 1983, wordt 3 pct. aan de stad Namen toegewezen om haar in de mogelijkheid te stellen in de uitgaven te voorzien ten gevolge van de installatie op haar grondgebied van de Waalse Gewestraad en van andere instellingen en regionale bestuursdiensten.

**Art. 3.** Na de afnemings bedoeld in het voorafgaande artikel zal een bedrag van 10 000 000 F ter beschikking van de Waalse Gewestexecutieve gesteld worden ten einde de reserve, gevestigd met het oog op de verlening van tegemoetkomingen van eerste noodzaak, aan de gemeenten getroffen door rampen te bevoorraden.

Dit bedrag zal op een bij de N.V. « Gemeentekrediet van België » voor de Waalse Gewestexecutieve geopende bijzondere rekening gestort worden.

**Art. 4.** Na de afnemings bedoeld in de artikelen 2 en 3, wordt het saldo van het Fonds voor bijzondere hulp verdeeld in drie tranches hierna genoemd « eerste tranche », « tweede tranche » en « derde tranche ».

**Art. 5.** De eerste tranche gelijk aan 28,125 pct. van het saldo van het in artikel 4 bedoelde Fonds wordt omgeslagen :

- a) ten belope van 2/3e over de centrumgemeenten van een gewestelijke brandweerdienst van klasse Y;
- b) ten belope van 1/3e over de centrumgemeenten van een gewestelijke brandweerdienst van klasse Z, naar rata, van het bevolkingscijfer van de gemeenten die op 1 januari 1986 tot die groepen behoren.

**Art. 6. § 1.** De tweede tranche gelijk aan 25 pct. van het saldo van het in artikel 4 bedoelde saldo wordt in twee gedeelten gesplitst :

1. aan de gemeenten waarvan de in de rekening voor 1985 geconstateerde tegemoetkoming in het tekort van de ziekenhuizen meer dan 10 pct. bedraagt van de in dezelfde rekening opgenomen gewone ontvangsten eigen aan het dienstjaar wordt een som toegekend gelijk aan het excedent van bedoelde tegemoetkoming in het tekort van de ziekenhuizen ten opzichte van bovenvermelde 10 pct.;

2. het saldo van de tranche wordt toegekend :

- a) aan de gemeenten waarvan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn één of meer ziekenhuizen beheert;
- b) aan de gemeenten, leden van een intercommunale vereniging die een ziekenhuis beheert;
- c) aan de gemeenten waarvan de vertegenwoordigers de meerderheid van de raad van beheer vormen van een instelling van openbaar nut die een ziekenhuis beheert;
- d) aan de gemeenten waarvan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn lid is van een bij toepassing van artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn opgerichte vereniging ten einde één of meer ziekenhuizen te beheren.

§ 2. Het bedrag van het saldo van de tranche wordt omgeslagen over de door de vorenvermelde instellingen beheerde ziekenhuizen naar rata van het aantal tijdens het jaar 1985 geregistreerde opnemingsdagen.

Het deel dat aan elk ziekenhuis toekomt, wordt toegekend :

- a) aan de gemeenten waarvan het centrum voor maatschappelijk welzijn het ziekenhuis beheert;
- b) aan de gemeenten, leden van de intercommunale vereniging die het ziekenhuis beheert, naar rata van het totaal van de door de gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn vrijgemaakte maatschappelijke aandelen;
- c) aan de gemeenten vertegenwoordigd in de raad van beheer van de instelling van openbaar nut die het ziekenhuis beheert, naar rata van de cijfers van de werkelijke bevolking per gemeente op 1 januari 1986;
- d) aan de gemeenten waarvan het centrum voor maatschappelijk welzijn lid is van een bij toepassing van artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn opgerichte vereniging ten einde één of meer ziekenhuizen te beheren, naar rata van de werkelijke bevolking per gemeente op 1 januari 1986.

Voor de toepassing b, c en d van vorig lid worden de gedeelten van minder dan 200 000 F niet toegewezen; zij worden omgeslagen over de andere gemeenten die deel hebben in de omslag betreffende het in aanmerking genomen ziekenhuis.

**Art. 7.** De derde tranche, gelijk aan 46,875 pct. van het saldo van het in artikel 4 bedoelde Fonds, wordt in twee gedeelten gesplitst :

1<sup>o</sup> het eerste gedeelte wordt toegewezen aan de gemeenten van de eerste categorie, die een som ontvangen gelijk aan het aandeel dat zij in het Gemeentefonds van het jaar voordien hebben ontvangen;

2<sup>o</sup> het tweede gedeelte, dat het saldo van de tranche uitmaakt, wordt aan de gemeenten van de tweede categorie en aan de in de derde categorie gerangschikte arrondissements-hoofdplaatsen toegekend.

De omslag geschiedt :

a) ten belope van 1/3e van het saldo van de tranche, bij gelijke delen, over de in aanmerking genomen gemeenten;

b) ten belope van 2/3 van het saldo van de tranche, naar rata van de bevolking van de in aanmerking genomen gemeenten op 1 januari 1986.

**Art. 8.** De Minister van het Waalse Gewest die instaat voor de Huisvesting en het Toezicht is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 oktober 1987.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest belast met de Nieuwe Technologieën,  
de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest belast met de Huisvesting en het Toezicht,

A. DALEM

F. 87 — 2227

**22 OCTOBRE 1987. — Arrêté ministériel abrogeant l'arrêté ministériel relatif à l'organisation des services du contentieux judiciaire du Ministère de la Région wallonne (Tutelle et Relations extérieures) du 30 mars 1983**

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel, et

Le Ministre du Budget, des Finances et des Travaux subsidiés,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1985 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif;

Vu l'arrêté ministériel du 30 mars 1983, modifié par l'arrêté ministériel du 16 septembre 1985 relatif à l'organisation des services du contentieux judiciaire du Ministère de la Région wallonne;

Vu l'arrêté ministériel pris par le Ministre de la Tutelle et du Logement relatif à l'organisation du contentieux judiciaire du Ministère de la Région wallonne en date du 31 août 1987;

Considérant que le contentieux relatif aux compétences des Relations extérieures et des Travaux subsidiés ne justifie pas le maintien d'un abonnement,

Arrêtent :

**Article unique.** L'arrêté ministériel du 30 mars 1983 relatif à l'organisation des services du contentieux judiciaire du Ministère de la Région wallonne, modifié par l'arrêté ministériel du 16 septembre 1985, est abrogé en ce qu'il concerne le contentieux des travaux subsidiés et des relations extérieures.

Bruxelles, le 22 octobre 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre du Budget, des Finances et des Travaux subsidiés,

Ch. AUBECQ

#### ÜBERSETZUNG

D. 87 — 2227

**22. OKTOBER 1987. — Ministerialerlass zur Aufhebung des Ministerialerlasses vom 30. März 1983 zur Gestaltung der Dienststellen für gerichtliche Streitfragen des Ministeriums der Wallonischen Region (Aufsicht und Auslandsbeziehungen)**

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1985 zur Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Exekutive;

Aufgrund des durch den Ministerialerlass vom 16. September 1985 abgeänderten Ministerialerlasses über die Gestaltung der Dienststellen für gerichtliche Streitfragen des Ministeriums der Wallonischen Region;

Aufgrund des Ministerialerlasses des Ministers der Aufsicht und des Wohnungswesens vom 31. August 1987 betreffend die Gestaltung der Dienststellen für gerichtliche Streitfragen des Ministeriums der Wallonischen Region;